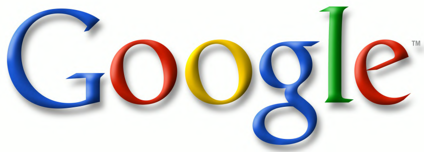
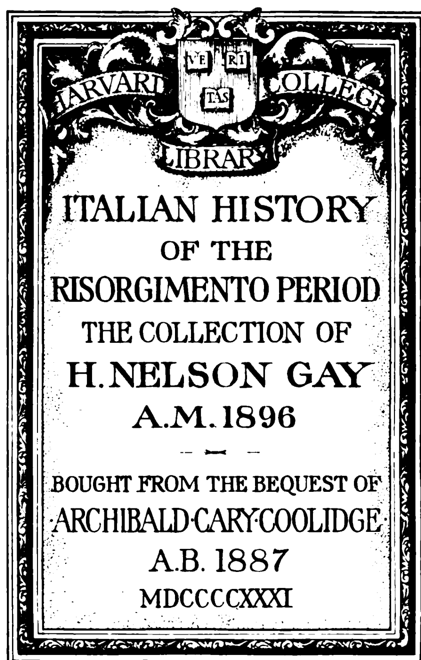


Hainault - L'avenir de l' Europe - 1859


HARVARD COLLEGE
VE RI TAS
LIBRARY
ITALIAN HISTORY
OF THE
RISORGIMENTO PERIOD
THE COLLECTION OF
H. NELSON GAY
A.M. 1896
BOUGHT FROM THE BEQUEST OF
ARCHIBALD CARY COOLIDGE
A.B. 1887
MDCCCCXXXI



d'Hainault

0 II
1927

Hat. '57.

L'AVENIR

DE L'EUROPE

PAR

FRÉDÉRIC D'HAINAULT.

Felix qui potuit rerum cognoscere causas.



PARIS

E. DENTU, LIBRAIRE-ÉDITEUR

GALERIE D'ORLÉANS, 13, PALAIS-ROYAL

—

1859

L'AVENIR

DE L'EUROPE

ficultés à surmonter pour modifier ses bases fondamentales qui ont pu avoir leur raison d'être, mais dont les ais disjoints menacent à chaque heure de laisser tomber l'édifice en ruines.

Qu'on prenne garde, toutefois, qu'il faut être prêt à soutenir le monument qu'on ébranle, avant de le remplacer par un ordre de choses qui satisfasse tout à la fois aux besoins de l'époque, en indemnisant les intérêts froissés et en justifiant surtout les aspirations qui émanent de la Providence.

Nous nous résignerons volontiers, on le voit, à être taxé d'audace, en tant que le reproche nous sera commun avec les novateurs qui n'ont pas craint de prédire et de préparer aux nations de nouvelles destinées. Nous y serions plus sensible, si le reproche d'outrecuidance venait s'adjoindre à celui d'oser usurper la place du destin. Sans autre prétention que celle d'avoir le courage de notre opinion, nous passerons condamnation si l'on n'accuse que notre impuissance; nous résisterons, au contraire, avec toute l'énergie que donnent les convictions, si l'on ne voulait voir en nous qu'un faux-prophète assez audacieux pour oser s'avancer sur un char construit de rêves, d'utopies et d'impossibilités. Notre premier désir consiste à attirer l'attention des esprits sérieux, des économistes politiques qui siégent dans les chancelleries de l'Europe, et s'occupent de méditer profondément sur le sort prochain des peuples qui s'agitent dans cette partie du monde d'où émanent la lumière et la sagesse, où gisent la force et les moyens d'action. Devant cet aréopage formé d'intelligences, peu nous importe qu'on nous repré-



sente comme un coureur d'aventures. Nous sommes certain de ne différer que sur les questions de temps. Au fond, les hommes d'État conviendront qu'il y a beaucoup à faire, et s'ils ne partagent ni n'acceptent nos croyances et nos solutions tout entières, du moins nous tiendront-ils compte de nos études, de nos idées, de nos propositions, pour les modifier selon les circonstances, chacun dans la limite de l'influence qu'il aura su prendre par lui-même ou par la prépondérance de la nation qui l'a investi de ses pouvoirs.

Toujours est-il que l'Europe est en enfantement, que le fruit de ce travail se composera de nationalités qui, selon quelques-uns doivent se multiplier, qui, pour nous, au contraire, iront se fortifiant en se concentrant de plus en plus. Ces quelques mots résument la thèse que nous voulons soutenir dans cet opuscule, qui ne sera qu'un résumé très succinct des grandes questions auxquelles il touche. Nous n'avons pas eu d'autre prétention que de tracer un plan, un projet conçu en courant, une photographie surprise furtivement par un rayon de soleil, comme on en voit pendant l'hiver et qui ne dure que l'espace d'une seconde.

II.

L'état actuel de l'Europe est-il un état normal? Les divisions multipliées de son territoire en cinq grandes puissances, autour desquelles viennent prendre rang et demander protection comme des satel-

lites à l'égard de l'astre principal, un grand nombre de petits États dont l'existence et les agitations ne servent qu'à mettre chaque jour en question la paix générale, doivent-elles être maintenues sinon à perpétuité, du moins pendant un temps indéterminé ?

Poser la question en ces termes, ce n'est pas la résoudre, il est vrai, mais c'est lui faire faire déjà un grand pas. C'est mettre tout homme raisonnable dans l'impossibilité de répondre affirmativement, et surtout péremptoirement. Il est facile d'entrevoir tout d'abord le nombre de restrictions dont chacun entourera sa réponse, en admettant toutefois que la situation que nous déplorons puisse avoir des partisans. Hâtons-nous de dire, cependant, qu'il y aura des degrés dans la mesure des répulsions qu'inspire l'organisation présente de l'Europe; et peut-être même nous faudra-t-il reconnaître que sur les cinq grandes puissances qui composent le tribunal suprême, il en existe une qui a le plus grand intérêt à la maintenir. Cette puissance, on l'a déjà deviné, n'est autre que l'Angleterre, dont tous les efforts tendront certainement à conserver un *statu quo* auquel elle à tout à gagner.

C'est qu'en effet l'Europe ne se compose pas seulement de l'élément territorial, il y a encore les mers qui baignent ses rivages, qui divisent, ou plutôt qui, grâce à l'industrie, unissent ses contrées. Or, comme la nation anglaise a longtemps possédé et possède encore, moins arrogamment il est vrai, la suprématie des mers, plus il existera de nations, plus il y aura de divisions entre elles, plus son influence et son concours seront recherchés. L'Angleterre a besoin que l'eau soit troublée pour cacher le sillage de ses navires. Les

divisions font sa force et continuent son règne ; elle cherchera donc par tous les moyens dont elle dispose aujourd'hui, c'est-à-dire par le poids de son or et le nombre de ses canons flottants, à entraîner dans les voies rétrogrades les cabinets faibles ou égoïstes qui ne gouvernent que dans leur intérêt, sans s'inquiéter du bonheur de leur régnicoles.

Tout en professant des principes de libéralisme qu'elle se vante de pratiquer chez elle, l'Angleterre n'a jamais reculé devant une alliance avec les gouvernements les plus oppresseurs dès que ses intérêts matériels s'y trouvaient engagés. La vie pour ainsi dire artificielle du peuple anglais, l'oblige à trahir ses propres instincts sous peine de déchéance industrielle et maritime. Changer de politique équivaudrait pour elle à un suicide. On ne peut donc espérer des modifications ni demander des concessions à un corps dont l'existence dépend de la faiblesse ou de la dissolution de ses rivaux. Lui enlever l'air qu'il respire chez les autres, c'est l'asphyxier ; arrêter le mouvement de ses artères, c'est provoquer l'apoplexie.

Est-ce à dire qu'il n'y ait aucun remède à cet état de choses ? A Dieu ne plaise qu'il en soit ainsi. Il en existe un, sérieux, réel, efficace, et la Providence y a pourvu en permettant que d'autres contrées plus lointaines soient précisément dénuées de ce sang qui occasionne la pléthore de l'Angleterre, pouvant lui donner en échange l'air dont elle a besoin pour respirer dans toute l'ampleur de ses larges poumons. Renfermer l'Angleterre dans sa ceinture liquide en Europe, en ne l'acceptant plus comme grande puis-

sance continentale; l'empêcher ainsi de continuer son rôle désorganisateur, tout en l'indemnisant par l'investiture monopolaire de possessions lointaines où elle pourra s'étendre, se fortifier, s'enrichir en civilisant : tels sont les moyens que nous voulons proposer tout à l'heure, lorsqu'il s'agira de laisser entrevoir l'avenir qu'il est bon de préparer dès maintenant, si l'on veut éviter des secousses révolutionnaires toujours dangereuses qui retardent le progrès.

S'il s'agissait ici de faire un cours d'histoire, les exemples viendraient en foule à l'appui de ces considérations. Mais, nous le répétons, notre cadre ne le comporte pas. Nous ne voulons pas imposer mais exposer nos idées, notre système, notre manière d'envisager les choses d'aujourd'hui, en prévoyant ce qu'elles doivent amener demain. Loin de nous la pensée de contester à l'Angleterre ses grandes qualités ; l'énumération en serait sans doute aussi longue que de ses fautes, que des griefs dont l'Europe civilisatrice a le droit de lui faire un reproche. Nul n'a l'envie d'ailleurs de lui infliger une punition en transposant l'action qui lui est réservée. Sa part lui sera faite par les événements, large, profitable, grandiose même, honorable surtout; au lieu qu'à cette heure une politique à double face, une bonne foi douteuse, des ambages de toute nature, lui sont commandés par les nécessités mêmes de sa situation. Ses hommes d'État proclament à la tribune des principes qu'ils transgressent en même temps dans leurs relations diplomatiques. Son même ministre, pendant qu'il vous tend la main, serre en secret la main de votre adversaire, et son même vaisseau qui four-

nit des armes à une révolte, porte un diplomate chargé de signer un traité d'alliance avec le souverain que l'insurrection tend à renverser.

Est-ce là de la loyauté? Non. Est-ce une politique d'expédients, de circonstance? Sans aucun doute. Toutes les fois donc que dans un ordre de choses régulier il s'introduit un rouage qui peut le troubler, ce rouage doit être séparé pour être employé dans d'autres conditions. Vouloir le maintenir, l'utiliser quand même, c'est nuire à la bonne harmonie des autres, et dans ce cas l'élimination est obligatoire. Elle est d'autant mieux commandée, que l'action de cette pièce fait défaut ailleurs; elle manque ainsi doublement à sa mission en persistant dans une vicieuse application.

III.

Si la politique anglaise présente d'aussi déplorables travers, il est plus d'une nation en Europe qui, pour ne pas être destinée au même sort que celui qui attend, à un jour donné, la parasite Angleterre, ne doit pas moins être considérée comme mal organisée. Les gouvernements d'Autriche et de Prusse, quoique à des degrés différents et par le fait même de la composition de ces deux États, se voient entraînés à adopter une politique versatile, que l'événement du jour modifie continuellement. On ne peut gouverner dans l'intérêt du bonheur des peuples qu'on est appelé à diriger, lorsque ces peuples appartiennent

à des races hétérogènes, d'origines différentes et de mœurs antipathiques. Qu'arrive-t-il, que peut-il arriver, alors qu'en vertu de traités résultant de ce qu'on peut appeler l'accident, comme une bataille, par exemple, ou une coalition de puissances, des diplomates ont la prétention de pétrir dans un même moule, de réunir dans un même vase, de soumettre aux mêmes lois physiques et morales, des éléments qui diffèrent entre eux autant que des peuples nés dans des climats divers? Une telle macédoine, un pareil salmigondis n'ont eu, dans aucun temps, la moindre chance de durée, et pas plus chez les anciens que de nos jours on n'a pu avoir raisonnablement la prétention de les refondre, pour ainsi dire, pour en faire un métal homogène. L'airain qui s'est formé à Corinthe, quelque précieux qu'aient été les métaux qui le composaient, n'a, en définitive, abouti qu'à produire les cymbales, instruments sonores, il est vrai, mais qui ne font entendre que de longs gémissements.

L'Autriche qui, depuis Marie-Thérèse, peut avoir émis de grandes prétentions, n'a pas elle-même la conscience de sa durée dans les conditions actuelles. Aussi variable dans ses espérances que dissemblable dans sa constitution, on l'a vue porter ses ambitions tantôt du côté des races slaves, tantôt vers les régions latines, plus particulièrement, enfin, sur l'Allemagne proprement dite, à laquelle elle se rattache aussi bien par son centre que par la nationalité de ses gouvernants. Un avenir de durée, un avenir consistant lui échappe toujours, de quelque côté qu'elle se tourne; il en résulte pour le cabinet qui

la gouverne une instabilité, produit de craintes et d'espérances tout à la fois, qui le fait continuellement osciller, aussi bien dans les errements qu'il adopte à l'intérieur que dans les alliances qu'il ambitionne ou accepte au dehors. Constatons toutefois ici que c'est encore l'Angleterre qui a obtenu ou recherché le plus souvent ses sympathies, et cela à cause de l'analogie des deux politiques. Quoique différentes dans le but comme dans les moyens, elles ont pour base les expédients, les éventualités. L'une agit toujours en prévision d'une dissolution soit partielle, soit générale; l'autre ne travaille qu'à maintenir des divisions partout où elle en rencontre, afin de glisser, à travers les fissures naturelles, ses vaisseaux chargés de marchandises. L'Autriche emprunte à l'Angleterre son or et son influence; l'Angleterre accepte en échange la prépondérance acquise de ce corps mal aggloméré, mais pesant néanmoins dans la balance des destinées européennes par le nombre plutôt que par la solidité.

Il ne faut pas croire que les deux cours ne sachent point se connaître et s'apprécier. Elles ont été mises trop de fois à l'épreuve pour ne pas avoir jugé quel fond elles pouvaient faire sur leur mutuel dévouement. Il n'y a entre elles ni alliance de principe ni alliance d'amitié. L'Autrichien, si toutefois il existe un Autrichien, en tant que citoyen-sujet d'une grande nation, l'Autrichien déteste l'Anglais aussi cordialement que l'Anglais dédaigne l'Autrichien. Seulement, quand la cour de Vienne redoute un isolement, c'est au cabinet de Saint-James qu'elle a recours pour renouer une alliance. Lorsque, de son

côté, l'Angleterre voit ses intérêts compromis dans une des grandes questions qui travaillent l'Europe, c'est à Vienne qu'elle s'adresse pour reconquérir une amie sur le continent, au détriment des intérêts du continent même, qui reste ainsi entravé dans ses élans d'amélioration, de prospérité, de pondération et surtout d'homogénéité.

On ne sera donc pas étonné de notre désir de voir disparaître de telles manœuvres des vastes mesures politiques qui doivent régénérer l'Europe dans un temps rapproché. Les peuples nombreux qui forment l'Autriche ont leur classement naturel dans la grande famille européenne. Nous ne voulons pas éliminer l'Autriche, au contraire ; nous montrerons bientôt comment il est utile qu'elle soit agrandie, prédominante même, et surtout plus fortement constituée. Elle forme aujourd'hui la quatrième grande puissance, elle deviendra première comme les autres, au même rang, au même titre, sans avoir besoin de s'humilier ou de s'épuiser pour soutenir ce rang, qu'elle défend à cette heure au prix de tant de sacrifices, non-seulement contre l'étranger, mais contre ses propres nationaux, contre ses propres races, contre son propre sang.

IV.

Nous avons dit ouvertement notre pensée sur deux puissances ou plutôt sur la politique suivie, presque

de force majeure, par les cabinets de Londres et de Vienne ; c'est maintenant, par ordre logique, au tour de la Prusse. Cette puissance mérite d'être observée à plus d'un point de vue, autant à propos du rôle qu'elle a su conserver dans ces derniers temps, que de sa prépondérance sur la Confédération germanique. Occupons-nous aussi de sa constitution géographique à laquelle on doit attribuer son homogénéité de mœurs, principale source de sa force militaire. C'est à cette force que la Prusse doit d'être comptée au nombre des grandes puissances, elle doit donc attirer notre attention, car c'est le grand mot de la politique de ce royaume qui ne s'est d'ailleurs jamais posé autrement que comme un soldat dont l'appui est, on ne peut le contester, extrêmement recommandable. Cependant une autre ambition chatouille vigoureusment et sans relâche le cœur de ses monarques. Ce grand mot : UNE ALLEMAGNE, les fait toujours tressaillir. Il y a donc également un côté faible, un vice radical dans cette organisation de date plus récente, partie du marquisat de Brandebourg pour devenir un État principal au centre de l'Europe.

En avançant que l'Autriche se faisait elle-même en maintes circonstances sa plus cruelle ennemie, nous la considérions plus particulièrement sous son aspect germanique. Toutes les fois donc qu'elle se trouve en hostilité ou du moins en contradiction avec la Prusse, il est évident qu'elle se nuit à elle-même par cette discorde intestine ; qu'en portant atteinte à la Prusse, sa sœur naturelle, elle blesse son propre flanc, et retarde le jour où la réunion de

ces deux États amènera la grandeur de celui qui naîtra de leur fusion.

A l'heure qu'il est, tous deux convoitent avec la même ardeur la supériorité dans la Diète de Francfort, en attendant que l'occasion se présente, dans un avenir plus ou moins prochain, de s'emparer du territoire qui ne peut évidemment continuer à servir de pâture à une vingtaine de petits souverains qui l'exploitent au mieux. L'Autriche comprend bien que son éloignement et son étendue, déjà suffisante, ne lui permettent pas d'aspirer à une annexion quelconque de quelques-uns de ces petits États de la Confédération. Le cabinet de Vienne ne peut avoir qu'un but, c'est d'empêcher la Prusse qui, par sa population inférieure, aurait plus qu'elle le droit de chercher à s'agrandir, et par sa position bien plus de facilités pour faire une irruption, d'exécuter un acte d'envahissement qui rendrait sa rivale tellement puissante que l'équilibre serait détruit. De cette lutte permanente, inévitable, il résulte une perte de forces et un amoindrissement d'influences, nuisibles à la grande nationalité allemande qui devrait être le but commun des populations germaniques.

Quoique le mysticisme dont s'entoure le cabinet de Berlin ne permette pas de saisir son ambition sur le fait, elle n'en existe pas moins au fond de son cœur. Il a fallu des causes bien graves pour qu'à certaines époques la réalisation de ce désir ne fût pas tentée. Avec un peu plus d'audace et moins de craintes pour des positions de personnes, la Prusse aurait pu placer sur la tête de son roi une couronne impériale. On ne l'a pas voulu et on a bien fait ; car,

dans l'état actuel de l'Europe, l'Empire d'Allemagne, formé de la Prusse et des États confédérés, n'était ni possible, ni durable. L'Autriche aurait employé son dernier soldat à le combattre, et les autres puissances lui fussent venues en aide.

En soulevant ce coin du rideau, nous ne nous proposons qu'une chose : c'est de démontrer qu'il en est aussi bien de la Prusse que de l'Autriche en ce qui concerne l'ambiguité de sa politique. Tiraillements continuels, projets secrets, jalousie constante, alliances difficiles, progrès arrêtés, combattus avec une sorte de raison, et par dessus tout, dissentiment des classes entre elles toutes les fois qu'il s'agit de faire au peuple les concessions qu'il réclame incessamment, et avec d'autant plus de droit que maintes fois elles lui ont été promises. La Prusse en est ainsi réduite à un gouvernement mixte, qui tantôt cède au peuple et tantôt à la noblesse, selon qu'il y a intérêt à s'éloigner de l'Autriche ou à faire cause commune avec elle.

Avons-nous besoin de prouver maintenant que tout cela doit être changé, qu'il y va de l'intérêt de l'Europe en général et des peuples allemands en particulier? Il est temps que cette grande et noble race reprenne la place que lui a fait perdre un partage ridicule qui n'est basé ni sur ses mœurs, ni sur ses aptitudes, ni sur sa religion, pas même sur sa topographie naturelle. Des trois puissances dont nous venons de nous occuper, la Prusse est celle qui aura le plus à gagner à une organisation nouvelle. Ses institutions seront agrandies, ses populations fortifiées. Appelée à devenir le centre d'une grande fédéra-

tion, elle jouira nécessairement de tous les avantages que donne une situation centrale, tant sous le rapport des intérêts matériels qu'au point de vue de la civilisation qui part nécessairement du milieu pour se rendre aux extrémités.

Si ces prémisses sont vraies, ce corollaire en découle naturellement : c'est que les grands changements qui sont destinés à inaugurer le vingtième siècle, ne rencontreront aucun obstacle du côté de la Prusse. Elle reconnaîtra donc, la première, la nécessité d'un remaniement général de l'Europe, sans se préoccuper des intérêts privés dont la plupart devront être froissés dans les régions où, jusqu'à ce jour, ils avaient prédominé au détriment des masses.

Il ne faut pas croire que la Prusse n'aura pas également des sacrifices à consentir : l'amputation, pour ne pas être faite près du cœur, portera cependant sur des parties assez vitales, pour que la douleur soit ressentie par cet organe. Mais aussi les compensations seront grandes, réelles, utiles. Ce n'est pas encore le lieu de les énumérer ; jusqu'ici il ne s'agit que de mettre au jour les vices de l'organisation européenne, telle que l'ont faite les traités qui ne sont que le résultat des aventures. Pour être de notre avis, il n'y a qu'à concentrer un moment son attention pour la ramener à l'examen des considérations physiologiques et psychologiques tout à la fois, qui doivent être le phare des peuples. A la longue, les lois naturelles finissent par avoir raison des lois accidentelles. Pour arriver à la perfection, il faut reconnaître la perfectibilité qu'on a niée trop souvent, et qu'ont

oubliée toujours les fabricants de traités antérieurs à notre époque. Qu'en est-il arrivé? c'est qu'au lendemain de leur signature, chacune des parties contractantes s'est attachée à découvrir les moyens d'éluder ses engagements, et les a, du reste, presque toujours trouvés. La lettre morte a été le sort réservé à ces conventions éphémères; qui ne seront remplacées par une organisation durable, que le jour où les aptitudes et les aspirations des races auront été observées dans la distribution des terres et dans l'agglomération des hommes.

V.

Cette unité qui manque si totalement à l'Autriche, la Russie et la France la possèdent; elle est également l'apanage de l'Angleterre qui lui doit certainement sa grandeur. Le peuple anglais, isolé sur son île, ne serait jamais parvenu à cette remarquable prospérité, si son territoire restreint sur lequel sont venus se fondre ses conquérants divers, ne les avait pour ainsi dire obligés à ne plus former qu'une race. La rancune que les Anglo-Saxons gardèrent longtemps aux Normands, fut cause des retards que mit la Grande-Bretagne à devenir cette puissante nation que nous voyons aujourd'hui. Lorsque, comprenant mieux leurs intérêts, ils rejetèrent toutes leurs divisions intérieures pour s'occuper des moyens d'améliorer leur sort par le commerce et les conquêtes de

colonisation, dès ce jour-là tout leur réussit et ils coururent vers de brillantes destinées.

Nous ne reviendrons pas sur ce que nous avons dit de leur politique. C'est de la Russie que nous allons nous occuper pour arriver ensuite à la France.

Ces deux nations telles que la nature et les siècles antérieurs les ont constituées, doivent marcher en tête du classement normal et régulier qui attend les autres peuples européens. Elles forment tête de ligne chacune dans une grande division, de même que la Prusse aurait dû se trouver prête à former la troisième, si le tempérament indolent et les idées mystiques de ses habitants, n'avaient retardé l'heure de son classement définitif au milieu d'une florissante trilogie.

La Russie, que sa position excentrique a maintenue dans un état de barbarie plus prolongé, lui doit pourtant de s'être trouvée moins mêlée aux luttes d'ambition qui ont agité l'Allemagne et les puissances occidentales. L'absence de civilisation des peuples moscovites leur a laissé une nationalité plus tranchée, et, par cela même, des intérêts plus distincts. Aussi, la politique des Czars a-t-elle été plus franche, moins variable et toujours plus uniforme que celles des autres nations. La civilisation se trouve retardée en Russie pour cause de jeunesse, d'étendue, et parce que la population y est beaucoup plus disséminée; mais elle a marché régulièrement en conservant un caractère particulier aux mœurs de ses habitants, en les laissant frappés de ce cachet de race qu'ils ne perdront plus, parce que leurs

efforts tendent désormais à rester les types et les chefs d'une nation distincte.

Quant à la politique des gouvernements russes, il est facile de s'assurer qu'elle n'a jamais varié. Dès que la nationalité slavo-moscovite a été constituée solidement en Europe, toutes leurs tentatives de conquêtes ont été particulièrement dirigées vers l'Orient. Il fallait, il est vrai, assurer la position en Europe par la fondation d'une capitale européenne, par l'occupation des provinces allemandes, où les lumières de la civilisation seraient puisées pour être répandues au cœur de l'Empire ainsi qu'à ses extrémités opposées; mais une fois ce résultat atteint, c'est toujours à son corps défendant que la Russie s'est mêlée aux dissensions des autres nations. Forte de son territoire immense, de sa situation géographique, de sa population considérable, la Russie regarde son assiette en Europe comme assez assurée pour ne s'en plus occuper que secondairement. C'est du côté de l'Orient, c'est dans l'Asie qu'elle désire s'avancer afin d'être toujours à même de suffire aux besoins de ses habitants, soit pour leur procurer ce que produisent d'autres climats, soit afin de porter dans d'autres régions les productions de ses terres ou de son industrie qui se développe chaque jour.

Modeste dans ses prétentions, le gouvernement russe n'essaie pas de lutter de lumières avec le reste de l'Europe. Il se contente de venir les chercher, de se les approprier, pour les transporter ensuite aux peuples limitrophes de son vaste empire. La tâche est assez lourde et assez belle pour satisfaire les

esprits sages qui, sans se préoccuper d'un avenir trop lointain, ne veulent pas regarder au delà de quelques siècles.

Cette ressemblance à divers points de vue, et une sorte de communauté d'idées ont bien souvent rapproché la politique russe de la politique française. Il a fallu des événements où des intérêts de personnes, c'est à dire de dynastie, se sont trouvés engagés, pour occasionner le refroidissement qui, depuis soixante et dix ans, subsiste entre les deux nations. La générosité a de part et d'autre été le fond de leur règle de conduite, et si, dans ces derniers temps, il est survenu des causes d'éloignement, c'est par suite de malentendus qui tendent chaque jour à disparaître, et dont il ne restera plus de traces avant même la venue des temps dont nous tirons ici l'horoscope.

Les rivalités doivent disparaître d'entre deux gouvernements qui marchent à la tête de peuples ayant des intentions communes sur des contrées diverses. Quoique les races diffèrent de mœurs par la diversité des climats, des tendances, des besoins, la civilisation tend chaque jour à amoindrir ces différences. Cependant il y en a d'originelles, de providentielles plutôt, qu'il est du plus grand intérêt de conserver, parce que les gouvernements ne peuvent être universels; parce que, pour chaque race, il faut circonscrire l'action de l'autorité, et que d'ailleurs des frontières naturelles ont été tracées par la Providence, qu'il serait dangereux de vouloir franchir, du moins jusqu'à ce que la science ait trouvé le moyen de les anéantir; pour cela bien des siècles sont encore nécessaires.



VI.

Des cinq grandes puissances fondamentales de l'Europe, quatre viennent d'être sommairement examinées par nous. Quoique légèrement effleurée, leur physionomie doit pourtant apparaître à nos lecteurs par un point assez saillant pour qu'ils entrevoient les conséquences que nous voulons tirer de cet aperçu général, résumé succinct de ce qui a été écrit par d'autres sur chacune d'elles en particulier.

Tout en ayant la prétention d'être neuf dans nos appréciations, ce sera plutôt par la démonstration d'un avenir que nous considérons comme forcé, que nous voulons persuader et tenir en éveil les hommes politiques à propos des transformations de nationalités dont, avec nous, ils reconnaissent déjà l'absolue nécessité. Cette esquisse faite à grands traits des signes distinctifs des nations et de l'action opérée ou subie par les plus importantes, était indispensable avant d'entrer en matière ; c'est par les mêmes motifs que nous avons réservé la France pour la dernière, à cause de la prépondérance dont elle jouit et qu'elle saura toujours conserver dans les conseils du monde entier.

Disons-le hautement, avec orgueil, la France c'est la civilisation, c'est le progrès, c'est le désintéressement. Partout où elle a figuré depuis la fin du dix-huitième siècle jusqu'à nos jours, quel qu'ait été son gouvernement, ses représentants ont arboré le dra-

peau du libéralisme, de la générosité et de l'affranchissement des nations. Ces nobles sentiments professés par un peuple ne tiennent-ils qu'à son essence même? ne sont-ils que le résultat de son éducation et de ses instincts primitifs, de son caractère enfin tel qu'il lui a été donné par la nature? Ce serait, il nous semble, afficher une trop grande prétention que de répondre affirmativement. Il doit y avoir, il y a, en effet, une autre cause, et sans tergiverser nous la trouverons dans l'homogénéité de sa composition, dans sa nationalité absolue, dans la conscience de sa force que lui donnent tout à la fois ces deux éléments justifiés par sa position géographique.

Dans les luttes que la France a eu à soutenir à différentes époques, quelque nombreux qu'aient été ses ennemis, et malgré la grandeur des craintes inspirées par l'ambition de ses gouvernements ou la propagande de ses idées, on a inventé pour elle des humiliations, on a été jusqu'à lui arracher les ongles, mais il n'est jamais entré dans la pensée d'un homme d'État d'en tenter le démembrement. Il faut donc reconnaître avec nous que les nations stables ne peuvent se composer d'êtres humains entassés plus ou moins volontairement dans une contrée, de pays aux mœurs, aux climats, aux origines différentes, collés entre eux au moyen d'un ciment pétri à la hâte sur le bureau d'un congrès; mais seulement d'êtres en communauté d'idées, de besoins, d'aspirations analogues, ayant le même but, les mêmes croyances, les mêmes origines; et tout cela à condition que les exigences physiques auront été satisfaites, parce qu'elles seront nées sous les influences du climat, de la déli-

mitation naturelle, du rapprochement forcé, pour tout dire, en un mot, avec le respect des races dont la distinction est restée le secret de la Providence.

Ce n'est qu'en s'inclinant devant tous ces caractères, qu'on parviendra à faire de l'Europe, comme de toute la terre, une grande famille où toutes les créatures de Dieu sont appelées à trouver leur place au soleil, sans se voir continuellement exposées aux fléaux engendrés par les passions de quelques-uns. Ce jour-là, seulement, cessera l'exploitation de l'homme par l'homme, parce que le classement sera parfait et que les désirs raisonnables et les ambitions justifiées auront trouvé leur accomplissement dans un ordre définitif. Lorsque les peuples n'auront plus à se préoccuper de leur existence comme nations, leurs efforts tendront à l'amélioration de leurs sentiments en même temps qu'à leur bien-être particulier. Un concours mutuel viendra remplacer les antagonismes qui éloignent, qui séparent, qui détruisent, et chacune des races s'occupera à l'envi de devancer les autres, non plus dans le chemin des conquêtes et de la domination, mais dans le champ des découvertes scientifiques, des progrès industriels et des perfectionnements sociaux.

Si la politique de la France s'est trouvée parfois arrêtée et surtout retardée dans ses tendances vers ce but glorieux, il faut en accuser sans doute les secousses révolutionnaires, mais la faute en est bien plus encore aux autres gouvernements de l'Europe. Toutes les mesures adoptées dans l'intérêt des plus faibles, ont été soutenues par elle avec une énergie qui n'a pas peu contribué à lui aliéner la plupart

des autres cabinets. Néanmoins, forte de son bon droit, de son désintéressement, de sa générosité, non-seulement elle a résisté avantageusement, mais elle a réussi bien des fois. Aussi est-ce vers la France que se tournent tous les opprimés qui comprennent que là est le soleil, parce que là est la véritable force, la solidité naturelle et l'impérissable justice.

Quoiqu'une telle politique nous ait souvent coûté bien cher, elle est pourtant restée invariable, et cela parce qu'elle est aussi bien le produit de la conscience publique que de la confiance dans l'avenir. Inattaquable dans sa constitution, tête et cœur d'une grande race que renient peut-être encore aujourd'hui ceux-là mêmes qui feront un jour cause commune avec elle, la puissance occidentale ne tardera pas à se voir agrandie par les éléments naturels qui lui sont destinés; et les peuples qui, par une juste susceptibilité, pourraient manifester quelque répugnance pour se rallier à elle, n'hésiteront plus, lorsqu'ils auront compris que ce n'est pas dans la nation française qu'ils seront incorporés, mais bien dans une grande et noble race à laquelle nous donnerons tout à l'heure le nom que nous croyons le plus propre à qualifier cette puissante agglomération d'hommes.

VII.

Maintenant que nous nous sommes occupé des cinq grandes puissances sous le rapport de leur si-

tuation géographique, de leurs affinités, de leur politique et du rôle qu'elles ont occupé et occupent encore sur le continent européen, il est bon de jeter un coup d'œil snr les États secondaires qui, dans leur sphère étroite, ont pourtant été la grande pierre d'achoppement et la cause primitive et permanente des luttes que nous déplorons.

Notre inspection sera rapide pour le plus grand nombre d'entre eux parce qu'ils ne peuvent être le sujet d'une longue discussion. La plupart sont déjà classés ou bien près de l'être par la place qu'ils occupent au centre ou à côté des grandes puissances. Il en est quelques-uns cependant qui méritent une attention plus soutenue, soit parce que leur affinité n'est pas encore complétement dessinée, soit que leur étendue assez vaste et leurs prolongements sur le territoire de deux États principaux les fassent considérer comme devant se fondre plutôt avec l'un qu'avec l'autre, soit enfin parce que leurs richesses, leur industrie et leur civilisation développées les rendent un objet d'envie pour tout le monde.

Mais qu'on prenne bien garde que nous ne venons pas ici émettre et discuter des prétentions. Nous ne nous constituons ni les défenseurs ni les fondés de pouvoir d'aucune nation. Organe de la philosophie politique qui nous fait entrevoir tout un avenir nouveau, tout au plus nous permettrons-nous de préciser une époque pour l'accomplissement de ces pacifiques transformations. C'est donc de soi-même, par des entraînements naturels, que chaque État, les petits comme les grands, marchera vers un ordre de choses qui doit lui donner le bien-être, la sécurité,

et pour ainsi dire la vie de famille dans son domaine naturel. Nous admettons, nous comprenons tous les retards, toutes les raisons composées d'intérêts matériels et autres, en vertu desquels mille difficultés vont apparaître. Nous travaillons à cette heure sur un échiquier dont toutes les pièces sont entre nos mains et ne présentent aucune résistance. Assurément il n'en pourra être ainsi des nations, des puissances, des territoires, des possessions, de ce grand tout qui constitue l'Europe. Nous venons d'examiner une partie de ce qui existe, nous allons rapidement parcourir les éléments secondaires, et nous arriverons ainsi naturellement à assigner à chacun la place que nous lui désirons dans le temps le plus rapproché possible, parce que telle aura été la volonté de Dieu, reconnue par la raison et les lumières d'une immense majorité.

Nous terminerons ce travail par l'examen des autres parties du monde dans leurs rapports avec l'Europe. Nous chercherons à démontrer comment l'équilibre des races sera complété par l'équilibre des possessions lointaines qui, eu égard à leur état de civilisation peu avancée, devront rester soumises, dans l'intérêt de tous, aux peuples éclairés. C'est un complément obligé de l'exposé de notre plan de réorganisation, et, nous l'espérons, une nouvelle preuve à l'appui de cette opinion que la mission de l'Europe qui consiste à porter au loin la civilisation ne peut que l'aider à améliorer sa propre organisation. En outre, qu'il y a là une œuvre dont on peut être fier, c'est le meilleur des moyens pour équilibrer les richesses, la puissance et la prépondérance de chacun.

Les aptitudes de certains peuples pourront ainsi se développer et leur permettre de se créer une nouvelle patrie en travaillant au bien-être de l'humanité. Dans ces contrées lointaines il y a aussi des races à reconnaître, à améliorer, et ce sera une œuvre bien honorable, pour les Européens déclassés, que d'aller ainsi rattacher au giron des saines doctrines les enfants perdus dans les limbes de la barbarie ou les abrutissements de la dégénérescence.

VIII.

Les tendances du plus grand nombre des petites nations qui contribuent à former l'Europe politique de nos jours, se sont manifestées plus d'une fois et à diverses époques ; mais jamais peut-être aussi nettement que dans ces dernières années. La question d'Orient, maintes fois agitée dans les chancelleries, a fait un pas immense depuis les récents événements. Seulement, selon nous, au lieu de marcher vers une solution définitive, elle a tout simplement changé de face.

On peut, en effet, s'apercevoir dès maintenant, que de graves erreurs ont présidé aux arrangements qui se sont effectués, et c'est à l'heure où l'on pouvait croire que pour un certain nombre d'années du moins, il n'y aurait plus à s'en préoccuper activement, qu'on découvre que les ais vermoulus de cet empire impossible, se disjoignent de plus en plus par le manque de liens logiques et originaires. Cet em-

pire qui pouvait, à la rigueur, cesser de devenir la cause de dissensions perpétuelles par le fait du dernier traité de Paris, mécontent, lui-même, de sa constitution, s'écroule sous son propre poids. Ses éléments, fatigués d'un contact imposé à la suite d'une conquête subreptice, se soulèvent entre eux; en un mot, les membres se révoltent contre le cœur qui leur fournit un sang qu'ils ne peuvent s'assimiler, parce que ce sang, produit d'une transfusion exotique, n'est pas celui de la civilisation. Quant au cœur lui-même, toujours gêné dans ses battements, il se révolte également contre les impulsions qu'on lui impose. Inhabile à des réformes qui lui répugnent, il rétracte d'un côté ce qu'il concède de l'autre et use ainsi sa vitalité dans une lutte qui le conduit directement à la mort.

Le démembrement de l'empire d'Orient, prévu et prédit par tous les hommes d'État, doit les occuper activement parce que ses destins sont proches. Des agitations incessantes, des difficultés toujours renouvelées vont se présenter au fur et à mesure qu'elles auront été mal aplanies; un tel replâtrage ne peut donc contenter personne et il n'y a qu'un remaniement définitif, une assimilation nouvelle, et nous le dirons de suite, l'incrustation des diverses provinces soumises à la domination du Sultan, dans le corps des vastes divisions européennes, qui pourra satisfaire ses peuples épars.

Que sont, en effet, ces tiraillements de tous genres, ces révoltes justifiées, ces pillages sanglants, ces changements de gouverneurs qui se reproduisent chaque jour sur cette scène en convulsions perpé-

tuelles, si l'on n'aperçoit en eux les signes précurseurs de la chute d'un Empire? Les tentatives inutiles pour faire exécuter les clauses des *Hatti-Humaioun* imposées au Sultan à son cœur défendant; les plaintes mal écoutées des chrétiens de Candie et leur recours forcé aux armes s'ils ne veulent se voir ruinés par les pachas dont le devoir serait de les protéger; les massacres abominables et les rapines de Djeddah; les dissensions quotidiennes provoquées à Jérusalem entre les différentes Églises par suite de l'impuissance de ses gouverneurs; le pachalik d'Égypte rendu indépendant de fait, et dont le dernier lien qui le rattache à Constantinople ne sert qu'à retarder des décisions prises dans l'intérêt de toute l'Europe; enfin, la question des Principautés qui veulent s'affranchir d'une suzeraineté nominale, et où les grands États sont continuellement obligés d'intervenir pour amener le résultat précisément opposé à celui qu'ils simulent de vouloir atteindre, c'est-à-dire l'amoindrissement des pouvoirs du suzerain, ainsi que cela a lieu en Moldo-Valachie, en Servie et dans le Monténégro; tout cela est tellement évident, si peu contesté, si anormal, qu'avec les meilleures intentions du monde de conclure en sens inverse, on est obligé de reconnaître qu'il existe un autre moyen de parvenir à l'équilibre européen, que celui de reconstituer la plus absurde des anomalies.

Une fois que le démembrement de l'Empire ottoman aura donné en Europe le signal du remaniement général, le reste ira de soi-même et par un système général de compensations qui sera réclamé et reconnu équitable par les ayants cause. Dès qu'on se

sera résolûment posé cette question : mais à quelle nation, à quelle race faudra-t-il annexer ce vaste territoire qui doit être soustrait aux impuissantes mains qui le possédaient, soit en bien propre, soit à titre de suzeraineté? à cette question on n'aura pas besoin de chercher bien longtemps une réponse qui est dans la pensée de tous. Là ne sera pas la difficulté, parce qu'au moment où, par la force des choses, il y aura lieu de procéder au système d'équation au moyen d'un partage basé sur les assimilations de races et les délimitations de territoire, ce jour-là, disons-nous, on trouvera les États préparés, les uns à céder les possessions qu'ils se seront reconnues antipathiques, et les autres à accepter celles qui leur sont dévolues dans l'ordre naturel.

IX.

Après la question d'Orient se présente nécessairement celle d'Italie, pays qui, pour être dans de tout autres conditions que l'Empire ottoman, n'en ressent pas moins l'absolue nécessité d'un remaniement complet.

Personne ne songe à contester que la péninsule italienne ne soit habitée par une nation parfaitement homogène sous tous les rapports : limites, climats, mœurs, religion, races d'hommes, tout existe dans une complète similitude, qu'ont pourtant eu la prétention de méconnaître et de modifier quelques diplomates que nous ne qualifierons pas d'hom-

mes d'État, parce que s'ils ont été doués de finesse et d'habileté dans l'intérêt de leurs mandants, ils n'ont fait preuve ni de prévoyance ni de sagesse dans les combinaisons qu'ils sont parvenus à faire adopter en ce qui touche l'Italie.

Les États italiens, pour être gouvernés, quelques-uns par des familles italiennes, quelques autres par un prince temporel et spirituel à la fois, et la plus riche et la plus belle partie par des souverains allemands, peuvent-ils être considérés comme normalement constitués? Des idées nationales, des idées d'avenir durable et civilisateur président-elles à leurs destinées présentes et futures? Est-il possible, en définitive, que cette situation soit maintenue en dépit des manifestations réelles de ses peuples?

Il y a plus d'un point d'analogie entre les États de la Confédération germanique et l'Italie telle qu'elle se trouve aujourd'hui divisée. Les premiers ont pourtant un avantage incontestable, c'est de n'être gouvernés que par des princes allemands, ayant du moins entre eux, comme entre les différents États, un grand nombre d'intérêts communs. En Italie, au contraire, les intérêts sont aussi divisés que les circonscriptions établies, d'où il résulte que les antagonismes, les haines, et, nous le dirons franchement, les oppressions, sont entretenues intentionnellement par ceux qui tiennent les rênes gouvernementales. Il y a, d'ailleurs, une autre différence, et celle-là rien ne pourra la faire disparaître; c'est que la conquête seule a réduit les Italiens à leur organisation présente, tandis que les confédérés d'Allemagne ont adopté d'eux-mêmes, en attendant mieux, une situation vi-

cieuse jusqu'à un certain point, mais qui a du moins le mérite d'être volontaire.

Il est évident que dans notre système de prévision, l'organisation de l'Allemagne rhénane ne sera pas plus maintenue que la distribution actuelle de l'Italie. Aussi n'est-ce que pour expliquer l'impatience qui domine continuellement les populations italiennes, que nous avons produit ce parallèle. Un royaume de Naples, des États romains composés d'une ville principale et de légations protégées, à ce qu'on prétend, par les Autrichiens; des provinces Lombardo-Vénitiennes entièrement soumises à l'Autriche; puis quelques petits princes de Toscane, de Parme, de Modène, qui, s'ils n'obéissent pas à la même puissance, lui font au moins des salutations bien rampantes; et enfin une petite mais généreuse nation, dont les souverains comprennent seuls, sur la péninsule, toutes les défectuosités du système; voilà ce que présente actuellement l'Italie, et ce que l'avenir ne pourra ni comprendre ni maintenir.

Faut-il en inférer que des soulèvements partiels et les révolutions modifieront en quelques jours une situation défendue par des traités, par des occupations, par des intérêts respectables? nous ne le pensons pas. Ce n'est donc qu'en vertu d'un remaniement général que la question italienne est appelée à se dessiner franchement et avec une sorte d'adhésion de la part de ceux-là mêmes qui en seront lésés, mais qu'une indemnité équivalente, cherchée ailleurs, dédommagera suffisamment.

Nous ne nous attachons en ce moment qu'à mettre à nu les vices de délimitation et d'organisation des

différents États, leurs causes de ruine et d'affaiblissement, les embarras de leur politique. L'empire d'Orient peut avoir encore un fantôme de rôle à remplir, il le croit du moins; quant à l'Italie, divisée comme elle l'est, son but, sa politique, ses tendances c'est son affranchissement, et aucune puissance ne peut à juste titre lui reprocher ses aspirations insurrectionnelles parce qu'elles sont légitimes. Opprimée par les uns, appauvrie par les autres, sevrée de lumières par tous, elle se sent épuisée par la dilapidation de ses richesses et l'obstruction de ses sources vitales, c'est son droit de se roidir contre ses possesseurs pour leur réclamer un sort moins tourmenté.

Le drapeau qui porte pour inscription VIVE L'UNITÉ ITALIENNE, doit-il être absolument reconnu par l'Europe ? il ne faut l'admettre qu'avec certaines restrictions. C'est encore une question à étudier que celle d'un gouvernement unique pour cette nation, dont la versatilité s'est manifestée plus d'une fois dans les différentes crises qu'elle a subies. C'est son propre sein qu'elle a souvent déchiré, et si l'étranger est intervenu bien des fois dans ses dissensions intestines, ce n'est que parce qu'il y a été appelé par des partis acharnés. Ils en ont versé, il est vrai, des larmes de sang; des crimes même ont été commis contre ceux qui n'étaient intervenus qu'à leur appel, aussi, la punition n'a-t-elle jamais tardé à suivre la faute. Elle a été dure en tant qu'ils n'ont eu affaire qu'à la France et à l'Espagne, nations qui lui sont, pour ainsi dire, consanguines; mais depuis que la race teutonique a occupé ses citadelles et qu'à la suite des désastres de la France le joug autrichien a été imposé à l'Italie, elle expie

rudement ses torts et ses infidélités. Mais, hâtons-nous de le dire, peut-être ce châtiment est-il providentiel, en ce sens que sa rigueur amènera plus promptement des destinées définitives.

Berceau de la race latine, c'est à une agglomération latine que ce pays appartient. Rome, choisie pour chef-lieu du catholicisme, influera nécessairement sur les constitutions qui sont réservées à l'Italie; mais, quoi qu'il puisse advenir de son gouvernement intérieur, toujours est-il qu'elle ne devra plus sortir du cercle de sa famille naturelle, dont elle sera un des membres principaux en compagnie de la France et d'accord avec l'Espagne, dont nous allons, quoique brièvement, nous occuper aussi.

X.

Il nous semble déjà entendre le *tolle* que nous soulèverons chez les Espagnols, rien qu'en prononçant le mot de nationalité. Aussi, nous hâtons-nous de rassurer les esprits trop susceptibles qui pourraient être tentés de croire qu'une pensée de dénationalisation soit jamais entrée dans nos prévisions d'avenir, quelque lointaines qu'elles nous apparaissent.

De même qu'on n'aliène pas sa personnalité et ses intérêts privés parce qu'on entre dans une association commerciale, on peut également relier ses intérêts nationaux et faire partie d'une agglomération générique de peuples sans perdre sa nationalité propre et sans changer d'une manière notable la forme

de gouvernement qu'on s'est donnée. Quand nous parlons de fusion et d'alliance, nous ne prétendons pas opérer la fusion moléculaire d'une nation dans une autre. Nous ne voulons pas plus faire entrer l'Espagne dans la France que la France dans l'Espagne. Il ne s'agit que d'une sorte d'annexion, surtout lorsqu'il est question des États comme l'Espagne et l'Italie, qui, pour ne pas être compris au nombre des grandes puissances de l'Europe, pèsent pourtant dans la balance d'un poids assez important pour qu'il faille compter avec eux.

Certes, l'oreille des Espagnols serait plus agréablement chatouillée si nous avions mis en avant l'incorporation toute naturelle du joyau portugais dans la couronne qui brille à l'Escurial. Patience! cela viendra, cela doit venir un jour, en même temps que la fusion obligatoire des autres petits États, dont la nationalité se rattache à leurs grands voisins, de manière à former entre eux des groupes respectables et indélébiles.

Des divisions formées de deux ou trois nations bien homogènes, bien tranchées et gouvernées suivant leurs instincts, leurs aptitudes, leurs intérêts, leur religion, leur langage, se fortifiant mutuellement par leur connexion territoriale, donneront à l'Europe la tranquillité et la stabilité nécessaires pour continuer avec succès l'œuvre de régénération sur toute la surface du globe. Tranquille au dedans, son action sera doublée au dehors, et chacune des nations qui la composent pourra ainsi, en se distribuant la terre par parties égales, répandre les lumières chez les peuples qui en sont privés, par le

christianisme et par la science, par l'industrie et le commerce, au besoin même, en commençant, par les armes.

C'est un rôle que ne répudiera pas l'Espagne, nous voulons l'espérer. Une alliance avec la France, toutes deux arrondies, augmentées des petits États qui ne peuvent ni ne doivent rester isolés, cette alliance, disons-nous, à laquelle prendra part l'Italie dans des conditions qui ne peuvent encore être bien définies, sera l'objet de ses vœux ardents, en dépit des Pyrénées, qui cesseront de plus en plus d'exister moralement.

Qu'on n'oublie pas surtout que nous ne traitons pas de questions actuelles. Nos lecteurs, pour nous bien comprendre, doivent se transporter à une époque quelconque du vingtième siècle, et les plus incrédules arriveront assurément à partager nos espérances.

L'Espagne, topographiquement, religieusement, intellectuellement, ne peut vouloir d'autre alliance que celle de la France et de l'Italie ; elle doit savoir ce que lui ont coûté ses luttes avec ses alliées naturelles, au temps où son empereur l'avait rendue la plus grande puissance, nous ne disons pas, avec intention, la plus grande nation du monde.

Nous ne nous étendrons pas sur ce qui concerne le Portugal ; il rentre dans la catégorie des impossibilités. Peut-être mériterait-il des considérations plus développées si, comme quelques États de troisième ordre, la Belgique, la Suisse, la Hollande, par exemple, il vivait dans une situation très-prospère. Il n'en est pas ainsi ; il ne suit que de très-loin



le mouvement qui entraîne ses similaires en étendue. Que la famille de Bragance disparaisse aujourd'hui, et demain la Péninsule sera tout entière espagnole.

XI.

Que dirons-nous maintenant de la Belgique et de la Hollande, de la Suède et du Danemarck, de la Suisse, de la Grèce? si ce n'est que ces différents États peuvent être considérés au même point de vue que ceux qui sont compris dans la Confédération germanique ou dans la Péninsule italienne. S'ils diffèrent sous quelques rapports dans leur organisation actuelle, c'est-à-dire par leur étendue, leur population, leur commerce, leurs armées, il est un point qui leur est commun à tous, c'est qu'ils peuvent facilement être classés dans l'une des trois grandes divisions auxquelles nous prévoyons que l'Europe sera un jour ramenée.

Sans nous préoccuper de savoir si leur autonomie sera maintenue, il est facile de leur assigner à chacun un classement différent, mieux harmonisé avec leurs aptitudes, et qui fera rentrer leurs populations dans le sein de la race à laquelle elles appartiennent, où elles seront définitivement fixées.

Avant d'aborder ce sujet, nous croyons que le moment est venu de tracer les trois grandes lignes de démarcation que nous regardons comme les seules sérieuses et réelles, désignées par la nature.

Bien d'autres, avant nous, ont écrit sur cette matière, mais nous ne pensons pas qu'on ait eu le courage d'opérer aussi carrément que nous voulons le faire ici. Les historiens ou les publicistes ont tous procédé en tenant compte, jusqu'à un certain point, des situations existantes, des résultats acquis, sans s'occuper des transformations apparentes qu'une possession de plus ou moins de durée avait produites dans l'essence même des peuples. Aussi est-on arrivé à établir des races mixtes, composées, presque indéterminées, qui ne sont pas celles créées primitivement par la nature.

Nous admettons volontiers que les invasions aient pu, à diverses époques, opérer des mélanges et modifier ainsi les caractères primitifs des habitants d'une contrée. Ainsi, par exemple, le sang maure mélangé au sang espagnol a pu apporter des changements aux instincts originaires du peuple envahi, comme à sa conformation physique. Les Francs, devenus maîtres d'une partie des Gaules, ont sans doute influé sur le caractère de nos pères, déjà modifié par les Romains, et de même aussi pour les autres peuples de l'Europe. Mais on est forcé de reconnaître que certains signes sont restés indélébiles, qui n'ont pas tardé à reprendre leur physionomie et leur puissance, aussitôt que le temps avait fait justice des moyens dissolvants et coercitifs employés par les conquérants.

Pour nous donc, il existe, en Europe, trois races primordiales portant sur leur front un cachet irrésistible dû à un ensemble de phénomènes dont la nature est la seule régulatrice :

La race latine, la race germaine, la race slave.

Dès qu'on sort de cette classification, tout devient confusion; on ne s'en écarte que pour rentrer dans les malheureuses combinaisons qui ont produit de si grands maux en Europe, et dont l'avenir tend incessamment à empêcher le retour.

Or, toutes les fois qu'une politique aura pour base et pour but le partage du territoire européen entre les trois grandes races, qui sont aussi incontestables que peu méconnaissables, toutes les chances de réussite seront en sa faveur. Nous irons plus loin, en soutenant que jamais un pas n'a été fait en arrière dans le champ des combinaisons adoptées sous l'empire de cette idée, même aux époques les plus désastreuses. On a pu errer souvent et parfois arrêter la marche de ce but providentiel, toujours on y a été ramené par la logique et la force des événements, qui ont dominé la volonté des plus obstinés.

En partant de ce principe, quoi de plus facile que d'opérer la répartition des petits États qui viennent d'être cités, entre les trois divisions mères. Une fois leur parenté reconnue, le reste va de soi-même; aussi ne tarde-t-on pas à admettre les conséquences forcées d'un état de choses qui, pour avoir été torturé jusqu'à ce jour, n'en est ni moins réel ni moins susceptible de marcher vers son perfectionnement.

Toutes les petites nations de l'Europe ont été énumérées dans l'examen superficiel de la situation des grandes puissances. Le démembrement de l'empire d'Orient, regardé par nous comme obligatoire et s'effectuant chaque jour, provoquera forcément un classement nouveau des provinces qui le compo-

sent. De ce remaniement partiel, de cet héritage auquel prendront part les races dont avaient été momentanément distraites les populations soumises au croissant, il résultera que des compensations devront écheoir à ceux qui prétendront à juste titre avoir été frustrés de ce qui leur appartient légitimement dans cet ordre normal.

XII.

Il ne serait ni juste ni raisonnable de soutenir que parmi les États de troisième ordre qui sont appelés à disparaître, soit complétement, soit en vertu d'une annexion qui, tout en leur laissant un gouvernement national, les enclavera plus profondément dans une division générique, il n'en est pas qui ne se trouvent satisfaits de leur sort; c'est un privilége dont nous les félicitons. Loin de nous la pensée de porter atteinte à leur nationalité relative. Si réellement vous prétendiez, vous, Belges, Hollandais, Suisses, Suédois ou Grecs, former à vous seuls et individuellement une grande race; si vous vous suffisiez toujours à vous-mêmes, si vous pouviez conserver cette indépendance par vos propres forces, nous ne demanderions pas mieux que de vous laisser jouir en paix d'une prospérité si méritée. Mais ne reconnaissez-vous pas comme nous qu'il vous est impossible de vivre sans la protection de vos races-mères? Vous la réclamez chaque jour à cor et à cris, lorsque vous vous sentez menacés. Pourquoi donc alors préférer

la protection de puissances qui n'ont avec vous ni ressemblance ni analogie, à celle qui vous sera offerte par une alliée naturelle, par les nations qui pensent, qui sentent, qui respirent, qui vivent comme vous? Ce n'est ni bon ni profitable, et le jour n'est pas éloigné où vous comprendrez que votre salut réside dans l'assimilation et la connexité que l'avenir vous réserve. Aujourd'hui, vous devenez à tout instant des causes de dissentiment; plus tard, vous deviendrez le lien qui rapprochera les grands peuples. Les premiers, vous profiterez des avantages de cette union, puisque vous serez, par votre position, les intermédiaires naturels des rapports d'intérêt qui s'établiront entre eux. Vous avez été jusqu'ici un champ de bataille où des armées guerrières se disputaient votre possession; vous deviendrez le théâtre des grandes œuvres de la paix, où des armées de travailleurs, recrutés parmi vous, trouveront la vie, l'aisance et le bien-être, en les donnant à l'humanité tout entière.

Est-ce donc que vous tenez inexorablement à votre titre de petite nation, que vous lui sacrifiriez tant d'intérêts, tant d'avantages, tant et de si bonnes relations? En persistant dans votre état d'isolement et dans cette indépendance apparente, ne craignez-vous pas de ressembler à cette jeune fille affolée qui, dans le dessein de pouvoir librement se livrer à de nombreux amants, refuse de conclure un légitime mariage avec le fiancé que la morale et ses instincts primitifs lui ordonnaient d'accepter pour époux?

Et puis, d'ailleurs, est-il bien exact que vous formiez une petite nation, une petite race distincte? Cette

opinion est, à chaque heure, démentie par les faits.

Serait-ce la Suisse qui se prétendrait raisonnablement formée d'un peuple homogène, et cela parce qu'il vit à peu près tout entier au milieu des montagnes? Rien n'est moins exact que cette allégation. Il n'est même pas vrai que la similitude de territoire ait donné à ses habitants des mœurs, des occupations, un langage identiques. On parle français à Genève, à Bâle, à Neuchâtel; allemand à Zurich, à Berne, à Appenzell, à Fribourg; italien dans le Valais, les Grisons et le Tésin; vous ne pouvez donc pas vous entendre entre vous. Les uns sont avant tout agriculteurs, les autres banquiers, d'autres manufacturiers, et l'on est encore à rechercher sur quelle question se sont trouvés d'accord les vingt-quatre cantons qui composent la Suisse.

S'agit-il du Danemarck? Toute l'Europe est témoin du différend qui s'agite entre la Confédération et le trône de Copenhague, à propos des duchés dont, on ne sait trop pour quelle raison, à moins qu'à titre de rémunération des services rendus en 1815, ce petit État a été augmenté. Le Schleswig, le Holstein, le Lauenbourg, refusent aujourd'hui, et avec quelque justice peut-être, d'obéir à des lois spéciales à un petit royaume, parce que ces duchés sentent que le sang allemand circule dans leurs artères, et qu'ils réclament leur assimilation naturelle. Le Danemarck jouissait d'un privilége exorbitant, sans lequel il peut à peine vivre — on comprend que nous voulons parler des droits payés par toutes les nations pour le passage du Sund — il a bien fallu céder à la

réclamation partie des États-Unis, et justifier ce droit sur les dépenses de l'entretien des côtes. Mais il n'en est pas moins vrai que la vie ne réside pas dans ces moyens exceptionnels, et que bientôt les possessions danoises, comme la métropole elle-même, doivent rentrer dans leur élément naturel, soit dans une Allemagne homogène. Ainsi qu'il en est des nations mal définies, le jour de la dissolution approche.

Qui dit Scandinave dit Teuton, et ce qui vient d'être énoncé pour le Danemarck s'applique aussi bien à la Suède et à la Norwége qu'à la Hollande, en ce qui concerne leurs instincts allemands, et à la Belgique pour sa similitude avec la France.

Il n'est pas de boulevards et de frontières plus solides et mieux tracés que les provinces scandinaves, bornant, dans la Baltique et la mer du Nord, la grande division germanique. Le contingent des forces terrestres et maritimes qu'elle leur apporte lui sera si bien dévolu, si bien attribué, que la Russie, la plus intéressée à leur neutralité et à l'isolement actuel, ne songera même pas à contester cette annexion. Les quatre millions d'habitants, dont moitié se compose de l'élément marin, deviennent le complément de la sécurité et de la richesse du grand empire germanique, qui, baigné ainsi d'un côté dans les mers du Nord, et touchant à l'Océan, aura l'autre pied dans la Méditerranée par ses provinces méridionales.

La Hollande a, depuis longtemps, marqué ses sympathies de race et de position. Cette terre conquise sur les eaux allemandes par des peuples teutons, en a conservé les mœurs, les coutumes et en

quelque sorte le langage, qui, quoi qu'en disent les défenseurs des petites nationalités, n'est autre chose qu'un mélange de teuton et de scandinave assaisonné de mots germains.

On sait s'il a été possible de conserver le royaume des Pays-Bas, formé des Belges et des Hollandais, deux peuples qui diffèrent si complétement de mœurs, de religion, de langage, et, nous le dirons aussi, de conformation. Cette union, modèle microscopique de la Sainte-Alliance, avait été tentée par elle. Le divorce n'a pas tardé à être prononcé par ces inhabiles faiseurs de mariages monstrueux. Mais, au jour que nous prévoyons, les époux formeront de nouveaux nœuds mieux assortis, et de même que nous déclarons la Hollande puissance germanique, de même aussi n'hésitons-nous pas à regarder la Belgique comme française. Elle vit par nous, comme nous, et, sans l'excessive prudence du dernier roi des Français, l'assimilation serait complète depuis 1830.

XIII.

Quelques mots sur la Grèce, et nous aurons indiqué sommairement le côté le plus défectueux qui entache chacun de ces petits États, qu'il faut se résoudre à voir disparaître un jour.

La race grecque, qui a été assez prédominante pour devenir la grande nation, le grand peuple que nous savons, grâce à une certaine force de cohésion et à

des institutions brillantes, fruit de la civilisation du loponèse, existe-t-elle encore de nos jours ? Hélas ! Pédisons-le en gémissant, cette race qui avait pris naissance sur un sol trop étroit, mal distribué, n'a pu perpétuer ses glorieuses destinées. Pourtant, comme nation, elle a eu sa raison d'être au temps où la Grèce était cette masse triangulaire ayant pour base les Alpes Dinariques et les Balkans, et pour sommet le cap Matapan. C'était alors une péninsule dont les deux grands côtés se baignaient dans la mer Ionienne à l'Ouest, dans l'Archipel et la mer de Marmara à l'Est, avec une foule d'îles et d'îlots qui s'y rattachaient comme pour servir de sentinelles à ses côtes. Cette Grèce était logique, et l'on sait quel rôle elle a ainsi joué dans les destinées du monde. Elle a fini cependant par être envahie, et cela à l'époque où, plus étendue que jamais, avec Constantinople pour capitale, elle se mirait complaisamment à chaque heure dans les eaux du Bosphore, au lieu de songer à une défense qui n'était plus possible. Amollie, dégénérée, la race grecque s'était éteinte. Et qu'on n'aille pas croire qu'elle eût pu se maintenir encore. Un territoire trop morcelé pour être normalement étendu, ne peut devenir ni le siége ni le centre d'une de ces grandes divisions de race sur lesquelles nous voulons étayer notre système de prévisions. L'éclat jeté par la Grèce a largement servi à la civilisation des autres peuples de l'Europe ; mais, à cette heure, l'astre est éteint pour ne plus jeter désormais que l'éclat du souvenir.

Lorsque le canon de Navarin donna le signal de la dissolution de l'Empire ottoman, la Grèce, qui ser-

vait de prétexte aux grandes puissances, dut reprendre l'apparence de la nation au nom de laquelle on agissait. — Elle fut le prétexte, le subterfuge, pour mieux dire et, comme tout ce qui est subterfuge ne doit pas être maintenu, le petit royaume, dont pas un seul des habitants ne fut jugé capable d'occuper le trône, fut confié à un prince bavarois.

Il faut savoir gré au roi Othon du sacrifice qu'il a consenti, car ce souverain n'a pas évidemment la moindre confiance dans la durée de son royaume. Il semble même que le refus que lui fait la Providence d'une postérité vienne marquer plus définitivement la dernière heure de la nation grecque. Pour être juste néanmoins, reconnaissons ici que la race proprement dite n'est pas complétement éteinte, car c'est encore sous le nom complexe de gréco-slave qu'on est forcé de désigner celle qui, avec la race latine et la race teutonique, occupe en tiers et par portion à peu près égale, la totalité de l'ancien continent.

XIV.

Maintenant que nous nous sommes étendu suffisamment sur les causes de dissolution, et que nous espérons avoir démontré d'une manière irréfragable que l'Europe de nos jours est mal organisée, et que cette distribution n'a aucune chance de longue durée; après nous être fait démolisseur, nous avons hâte d'arriver à une conclusion plus consolante, et

d'envisager l'avenir tel que nous le désirons, tel que nous avons cru pouvoir le prédire, avec une organisation que la plupart des lecteurs ont déjà entrevue, s'ils ont bien voulu se laisser entraîner au fil de nos appréciations.

Un travail est bien avancé quand tous les matériaux sont apportés sur le terrain, dégagés des liens qui pouvaient les retenir ailleurs et taillés de telle sorte qu'il n'y ait plus qu'à les réunir. C'est cet assemblage que nous allons entreprendre, en observant les règles de l'art, c'est-à-dire en tenant compte des qualités inhérentes à chaque élément, afin que la solidité et la durée de l'édifice en soient la conséquence forcée.

Commençons, en plaçant sous nos yeux la carte de l'Europe, par tracer deux grandes lignes qui nous serviront efficacement. L'élimination de l'Angleterre étant admise, notre première ligne partira des bouches de l'Escaut, ou plutôt du point où le Rhin vient mêler ses eaux avec la Meuse ; suivra, en remontant, le cours de ce fleuve jusqu'à sa source ; puis, déviant légèrement, par suite de sa rencontre avec les Alpes, se continuera en longeant les rives de l'Adige jusqu'à Venise, pour se terminer à l'extrémité de la Péninsule italienne.

La seconde ligne devra prendre son point de départ à l'extrémité nord de la Suède, traverser la Baltique pour arriver à l'embouchure de la Vistule, remonter ce fleuve jusqu'aux monts Carpathes et se continuer enfin par le Sereth jusqu'à l'embouchure du Danube dans la mer Noire. Seulement, et qu'on veuille bien le remarquer, nous dirons pourquoi tout

à l'heure, cette même ligne, au lieu d'être poursuivie directement pour traverser cette mer, se repliant vers le Sud, en longera les côtes jusqu'aux Balkans, et se prolongera en Albanie, dans la mer Adriatique, pour finir à l'île de Candie exclusivement.

Ce tracé qui pour ne pas être entièrement rectiligne, n'en représente pas moins une délimitation exacte de la division de l'Europe en trois races distinctes, va nous permettre de raisonner. Nous espérons prouver ainsi, qu'à part quelques accidents de terrain dont il sera facile de tenir compte et auxquels l'art pourra rémédier sans difficultés, en dépit des nuances de races rendues appréciables par des mœurs et des langues différentes en quelques points, c'est dans cette délimitation qu'il faut chercher et reconnaître les frontières naturelles des trois véritables nations dont la composition homogène résume l'assiette définitive, la tranquillité et la civilisation européennes.

Disons-le hardiment, toute la race latine est nettement séparée des deux autres par la première ligne que nous venons de tracer. Si quelques exceptions peuvent être invoquées, elles nous paraissent si peu importantes qu'elles n'en consacrent que plus strictement le principe. De quelle importance serait, en effet, l'existence d'un petit peuple latin transporté au milieu d'un territoire germanique ou slave, et *vice versâ*, d'une population allemande, fût-elle de quelques centaines de mille âmes, en deçà de la ligne latine ? Il faut bien admettre qu'une longue possession aura pu légèrement modifier les populations ; mais pour avoir été détournées de leur route, leurs

instincts n'ont pas changé et leur réincorporation sera l'œuvre d'un instant. C'est ainsi qu'on prétend que les Roumains de la Valachie et de la Moldavie appartiennent à la race latine; ce n'est pas notre avis, admettons-le pourtant. On veut encore ailleurs que les Alsaciens soient plus Allemands que Français, et qu'il en soit de même de toute la rive gauche du Rhin; nous le voulons bien encore. Cela prouve-t-il contre la vérité et la nécessité de notre grande ligne de démarcation? En aucune manière, — et mille arguments se réunissent pour combattre une prétention isolée, basée sur un seul point : le langage, — elle ne saurait donc être sérieuse.

XV.

Si la race latine se trouve ainsi limitée, on s'aperçoit tout d'abord que la France en est bien, comme nous l'avons indiqué, et le centre et le cœur; que l'Espagne la continue en qualité de grande division occidentale, et qu'elle se complète à l'Est par la péninsule italienne.

La délimitation de la race germanique est-elle aussi tranchée, aussi incontestable? Ici, nous pensons que l'affirmative a besoin d'un commentaire, mais qu'après examen, elle n'en sera que mieux prouvée. La question doit être envisagée sous deux aspects différents; le premier comprendra les rapports de race; et le second, la topographie limitative. C'est qu'en effet, à l'extrémité nord et au centre du territoire

germanique, nous rencontrerons les analogies complètes de race, en même temps que de mœurs, de religion et de langage, et qu'à l'autre bout, on trouve plutôt une circonscription naturelle qu'une similitude d'espèces. En réfléchissant néanmoins qu'il ne s'agit que d'une très-minime partie du territoire, dont les habitants ont horreur de la suzeraineté ottomane qu'ils subissent aujourd'hui ; si l'on considère que du côté de l'Autriche de grandes concessions seront faites pour arriver à l'assimilation complète, assimilation qui est depuis longtemps commencée, on n'hésitera pas à prédire qu'elle ne tardera pas à devenir définitive, par le fait même d'une connexité obligatoire pour leur commun bien-être.

Les mêmes considérations se reproduisent dans l'examen du territoire assigné aux populations gréco-slaves, destinées à devenir la race moscovite. Trop de ressemblances, trop d'analogies existent entre les Grecs et les Russes pour que l'assimilation ne se fasse pas un jour à la suite de la réunion prévue des territoires. Voilà pour le sud de notre troisième division ; quant au nord, il lui restera si peu de territoire allemand, lequel s'est déjà totalement modifié, qu'il ne nous paraît pas nécessaire d'y porter une sérieuse attention.

Si l'on veut bien se reporter à la physionomie générale des États compris dans notre délimitation, énumérer leurs points de ressemblance, reconnaître l'analogie de leurs intérêts, on admettra assurément la logique des lignes d'intersection qui résument la philosophie de ce travail.

Ce n'est pas d'aujourd'hui que les races ont été

reconnues et définies ; notre pensée n'est pas neuve à ce point de vue, et nous demandons même qu'on ne la considère pas comme telle. Ce que nous voulons, au contraire, faire envisager comme un résultat obligé, œuvre de l'avenir, c'est la pacification de l'Europe émanant de la concordance des races, et du partage normal du territoire. Plus il y aura d'intérêts similaires agglomérés, moins il y aura de causes de discussion. Plus les intéressés seront nombreux et compacts, plus il y aura de facilités pour des arrangements dont le retard viendrait alors compromettre des masses imposantes. Pour ce qui est des races elles-mêmes, en tant qu'il s'agit de discuter et d'établir leurs propres rapports, qui pourrait nier l'amélioration et le progrès naissant d'une entente établie par une homogénéité parfaite ?

Sans doute les discussions seront toujours possibles. Longtemps encore les nations se ressentiront des effets de l'état défectueux, dans lequel elles ont été entraînées par des traités de circonstances. Il serait trop heureux que la sagesse des peuples et l'abnégation des gouvernements fussent assez grandes pour bannir à jamais de leur sein tous dissentiments, inévitables même avec la civilisation la plus avancée. Mais, hâtons-nous d'ajouter qu'ils deviendront de plus en plus rares, et surtout qu'ils arriveront à n'être plus que des discussions de famille, des antagonismes de personnes inhérents aux faiblesses de l'humanité, mais n'entraînant jamais de calamités publiques, de désordres irréparables qui n'ont jamais pu être dans les desseins de Dieu.

XVI.

L'Espagne, le Portugal, la France, la Belgique, la Westphalie et la Bavière, la Suisse, l'Italie enfin, tous États limitrophes composés presque entièrement de peuples professant la même religion, ayant des intérêts communs, circonscrits par les mêmes mers, forment la première grande division appartenant de droit à la race latine.

La seconde division ayant pour éléments la Confédération germanique, soit en première ligne la Prusse telle qu'elle existe maintenant, à l'exception de ses provinces rhénanes, l'Autriche, excepté le royaume Lombardo-Vénitien, puis la Gallicie, la Bavière, la Saxe, les petits duchés de la rive droite du Rhin, la Hollande, la Suède et la Norvége, le Danemarck, la Pologne jusqu'à la Vistule et les principautés Danubiennes, appartiendront à la race Teutonique, dans laquelle, à bien peu de choses près, toutes ces populations doivent être comprises.

Le reste de l'Europe, c'est la Russie d'aujourd'hui avec la Roumélie et Constantinople, complétée par la Grèce dont la population a de si nombreuses ressemblances avec les Russes.

Pourrait-on sincèrement nous accuser de faire la part trop belle à la race gréco-russe? et parce que nous lui attribuons, à un jour donné, cette fameuse Byzance qui lui appartint autrefois, est-il juste de dire que c'est la rendre maîtresse de l'Europe? c'est là une grave



erreur qu'il importe de détruire, parce qu'elle ne s'est que trop accréditée dans l'esprit général. Certes, dans la situation actuelle des choses, et dans la répartition vicieuse où existe l'Europe, la vraisemblance de ce fait peut être soutenue ; ses divisions en cinquante petits États permettent, en effet, de prétendre que la Russie possède déjà un territoire proportionnellement trop vaste, et que si on l'avait laissée arriver à Constantinople, l'équilibre européen eût été détruit ou courait du moins de grands risques.

En admettant la réalisation de nos prévisions, plus rien de semblable n'est à craindre, et peut-être même la race slave aurait-elle à se plaindre du partage. La mer Noire lui appartiendrait, c'est incontestable ; Constantinople l'en rendrait souveraine maîtresse ; mais d'un autre côté la possession des mers de l'Archipel et des îles Ioniennes peut-elle entrer en balance avec cette immense ligne de côtes sur la Méditerranée qui s'étend depuis Gibraltar jusqu'en Sicile, dont disposera la race latine ? N'est-ce pas là une large compensation à la concession de la Perle Byzantine, et de ce lac encore bien peu civilisé auquel on a donné le nom de mer Noire ?

Si une race pouvait élever la voix contre cette distribution maritime, ce serait sans contredit la race germanique. Mais qu'on réfléchisse avant tout sur les aptitudes des peuples, sur leurs constitutions physique et intellectuelle en même temps ; qu'on fasse la part des destinées qui leur sont dévolues dans le grand œuvre de l'avenir, et assurément on reconnaîtra que le rôle de navigateur n'est pas celui qui appartient à la plus grosse fraction de la race

allemande. Ses peuples sont plus agglomérés, moins aventureux, plus compacts ; ils sont puissants par leur nombre comme par la conformation concentrée de leur territoire, et l'avenir leur réserve le rôle de pondérateurs entre les deux autres races auxquelles des aptitudes hybrides de soldats et de matelots, permettent de se répandre au loin pour y porter les lumières de la civilisation.

XVII.

De ce qui vient d'être dit, il ne faut pas inférer qu'un bouleversement général et immédiat soit prévu ou désirable. En intitulant ce travail L'AVENIR DE L'EUROPE, nous n'avons voulu, en aucune façon, prétendre que cet avenir sera réalisé demain ; ce ne serait d'ailleurs plus l'avenir dans sa véritable acception. L'avenir doit être l'œuvre de la raison et de l'expérience, le fruit des méditations et des espérances de tous : aussi nos conclusions, qui, au premier aspect, pouvaient être considérées comme révolutionnaires, sont-elles, au contraire, pacifiques, et comme il convient aux résolutions adoptées dans un congrès composé d'hommes d'État investis de la confiance des nations.

Or, il faut qu'on ait acquis la conviction complète que l'adoption d'un système modifiant aussi radicalement l'organisation de la plus grande partie du globe, sera l'accomplissement des aspirations du plus grand nombre, pour inaugurer, même en pensée, l'ère de

son exécution. Aussi nous sommes-nous bien gardé de lui désigner une époque fixe, tout en résistant avec peine à l'intuition qui nous porte à croire qu'elle est plus proche qu'on ne pourrait le supposer. C'est au vingtième siècle que, suivant nous, sera réservé l'honneur d'opérer ce perfectionnement politique et social, avec l'adhésion de toutes les nations européennes, dont l'entraînement deviendra d'autant plus vif qu'elles auront entrevu le but et apprécié les moyens.

En traitant de l'Espagne, naturellement comprise dans la race latine et regardée comme devant être une des branches principales de cette division, nous avons déjà dit comment devait s'opérer la fusion des différents États auxquels il ne fallait pas vouloir enlever leur autonomie. Ce respect des droits acquis préside aux prévisions dont nous nous faisons l'organe, et en supposant même qu'à la suite des temps un gouvernement unique doive être la conséquence d'une fédération concentrée et consacrée par les races et le territoire, ces temps sont encore assez éloignés pour qu'en attendant on ne s'occupe que de les préparer par des modifications moins brusques.

C'est principalement dans la race latine qu'apparaîtront ces susceptibilités; elles seront moins marquées chez les peuples teutons, en raison de la concentration qui existe déjà entre eux ; car si l'on excepte les trois États scandinaves, dont le territoire est séparé par des mers, les autres sont déjà agglomérés de telle sorte que la fusion en est facile. Pour ce qui est de la race gréco-slave, les intérêts matériels et les croyances religieuses ajoutées aux

instincts de race ont, de fait, accompli la fusion. Aussi, est-ce chez les Latins que se rencontreront les difficultés les plus ardues. C'est donc avec plus de ménagements, par des transitions moins rudes, par des démonstrations appuyées sur les événements de chaque jour, qu'on parviendra à faire comprendre aux Espagnols comme aux Italiens, aux Belges comme aux Suisses, qu'il n'y a d'avenir heureux pour leurs populations que dans une fédération latine dont la France sera le cœur.

Ces peuples, appuyés les uns contre les autres, avec des gouvernements s'entendant entre eux, et cela forcément, parce que les intérêts seront les mêmes, à titre égal, avec des bénéfices communs, pourront bien avoir encore des sujets de discorde quand il s'agira des questions intérieures, c'est-à-dire de leurs propres institutions, mais ne sauraient plus être divisés dans les questions européennes ou universelles. Pourquoi n'en serait-il pas de même de la grande division germanique? Ce fait s'accomplit chaque jour et serait bien plus avancé, ainsi que nous l'avons vu par le Zollverein, si les rivalités entre les deux plus puissantes nations n'en avaient arrêté le cours. Du moment que la grande et unique Allemagne n'aura plus à craindre les envahissements d'intérêts et de territoire même, de la part des Latins, ou, à l'autre bord, du côté des Russo-Slaves, elle ne peut formuler d'objection raisonnable. Ainsi donc que nous l'avons soutenu en débutant, l'Autriche et la Prusse, en se ralliant à une unité de race, font disparaître la rivalité qui leur nuit en les divisant, et acquièrent une force qu'elles n'obtiendront jamais

en se jalousant continuellement devant la diète de Francfort, devenue désormais inutile. Provisoirement, et en attendant de plus complètes combinaisons, l'Autriche s'annexant, aux lieu et place de la Lombardo-Vénétie, les Provinces Danubiennes, n'aura rien à perdre; la Prusse s'avançant jusqu'à la Vistule, s'incorporant les villes anséatiques, sera indemnisée de ses pertes sur la rive gauche du Rhin, et peu à peu, le morcellement anormal, absurde, du territoire allemand disparaissant de plus en plus, les intérêts deviendront tellement identiques qu'il n'y aura plus à s'inquiéter du nom que portera le chef de chacun des gouvernements conservés.

La Russie aurait peut-être le droit de se plaindre de la part qui lui est faite dans ce partage, sinon sous le rapport du territoire, dont l'ampleur est plus que suffisante, du moins pour ce qui est de sa population européenne. Mais en vertu du principe qui repose sur la différence des races, ses prétentions ne peuvent s'étendre au delà du cercle qui lui est assigné. Il existe d'ailleurs une compensation suffisante dans l'importance du point politique et maritime qu'elle occupera à Constantinople, et surtout en raison des avantages qu'elle aura sur les deux autres races, de pouvoir s'étendre en Asie où son rôle deviendra de plus en plus important. Nul doute qu'elle ne se montre satisfaite du lot que l'ordre général de l'Europe lui concède, à titre d'espérance aujourd'hui et de réalité dans un désirable avenir.

XVIII.

De cet accord unanime des nations continentales, il faut nécessairement exclure l'Angleterre, et nous ne devons pas nous attendre à recevoir les remercîments du peuple anglais pour les destinées que nous lui réservons dans les affaires de l'Europe. Lorsqu'on s'est arrogé, comme la Grande-Bretagne, les points maritimes les plus importants dans la Méditerranée, tels que Gibraltar, Malte et les îles Ioniennes, de façon à rester maîtresse du grand lac européen; lorsqu'on a la prétention de dominer par son influence et par ses forces la région la plus civilisée du monde, bien que sortie d'une île qui, par son étendue et par sa population, n'en est même pas la dixième partie, on ne peut accepter bénévolement une déchéance qu'on n'a jamais voulu ni comprendre ni prévoir.

Ç'a été pourtant le sort de toutes les nations qui ont eu la prétention de devenir puissance universelle, que de succomber un jour devant des résistances naturellement organisées et appuyées sur les délimitations providentielles. C'est pour avoir refusé de reconnaître l'opportunité des concessions et les bornes assignées à un seul peuple, que les empires formés de conquêtes sont tombés en déchéance après être arrivés à l'apogée de la prospérité. Il y a lieu d'espérer que ces grandes leçons ne seront pas perdues pour l'Angleterre, et qu'une résistance mal en-

tendue à des volontés manifestées clairement par tous les peuples de l'Europe, la décidera à reprendre la place qui lui est dévolue chez nous, pour continuer ses destins prospères et son rôle civilisateur en Asie, en Afrique et sur le nouveau continent.

Grâce à une politique tortueuse, les Anglais ont pu maintenir leur influence sur les cabinets qui n'ont que trop souvent sacrifié leurs intérêts à des défiances ou à des rancunes mal fondées. Quelles que soient les faiblesses de l'humanité, il y a un moment où la raison finit par l'emporter sur la passion ; alors on s'aperçoit des fautes commises et on s'étudie à les réparer ; ce moment-là n'est pas éloigné, qu'on en soit sûr ; il sera compris dans le dix-neuvième siècle, et tous les peuples s'y préparant, il faut que l'Angleterre se résolve à accepter la volonté générale et à s'y conformer, tout en plantant des jalons pour les travaux qui lui seront réservés dans un avenir glorieux encore.

XIX.

Notre travail arrive à son terme. Ce que nous avons écrit se trouve dans la pensée de plus d'un homme d'État, et si nous tenons à ce qu'on nous attribue un mérite, ce sera celui d'avoir osé dire ce que d'autres pensent et ne disent pas. Le reproche qui a été fait à plus d'un publiciste de notre époque, c'est d'avoir développé une thèse sans pouvoir et sans oser conclure; nous ne voulons pas commettre

la même faute, et, pour mieux dire, nous croyons ne l'avoir pas commise. Notre plan était complet lorsque la première ligne a été écrite, et il n'a pas fallu une grande perspicacité pour deviner où nous voulions arriver :

1° A l'extinction des traités de 1815, ayant pour conséquence une nouvelle distribution du territoire européen, basée sur la distinction des races. — Telle est notre idée primordiale.

2° A trois grandes races divisées, pour longtemps encore, il est vrai, à cause des gouvernements établis, en nations diverses, mais formant entre elles une fédération rendue inébranlable et indélébile par la fusion des intérêts communs, l'analogie des mœurs, l'identité des religions et la contiguité des territoires.

3° A deux grandes lignes divisant l'Europe en trois parties, occupées par les trois races : la race latine, la race germanique et la race gréco-slave, ayant chacune leur religion adoptive ; la première catholique, la seconde protestante, la troisième grecque, se touchant toutes les trois par un principe commun : le christianisme.

4° Enfin et comme conséquence de ces principes, à la séparation de l'Angleterre, que bientôt il ne doit plus être possible de faire rentrer sous les mêmes auspices, dans le concert européen. Nous lui destinons au loin, une importance d'action qu'elle ne répudiera pas, si elle en comprend toute la portée, en lui maintenant, toutefois, le sol entouré d'eau qui lui appartient essentiellement, et comme domaine héréditaire, et comme école de civilisation, où ses marins viendront toujours s'alimenter des doctrines régéné-

ratrices qu'ils iront répandre ensuite sur toutes les contrées du globe.

C'est au développement de cette dernière opinion que nous consacrerons encore quelques lignes, dans le but de bien déterminer les portions du monde qui doivent lui être dévolues dans ce partage, où elle recevra, comme dédommagement de sa perte de prépondérance en Europe, des territoires immenses que nul ne songera à lui contester.

Il est certain pour nous que l'Europe sera unanime pour accepter et amener une telle solution. Nous n'osons pas affirmer qu'il en sera de même pour les autres questions que nous avons émises. Bien des incrédules se soulèveront pour contredire nos prévisions et surtout pour les faire envisager comme impraticables. Trop d'intérêts personnels seront lésés dans cette future organisation pour qu'ils ne provoquent pas des dénégations et surtout de partielles réprobations. — C'est là notre plus ardent espoir, et on nous trouvera toujours sur la brèche prêt à défendre nos convictions de l'avenir. Mais, nous le répétons, tous ceux qui auront en Europe le courage d'émettre au jour leurs véritables pensées, accepteront nos idées sur l'Angleterre et sa politique, en appelant de leurs vœux leur triomphe rapproché. Avec nous et comme nous, on peut respecter et aimer individuellement les Anglais; avec nous et comme nous on reconnaîtra généralement les tristes nécessités auxquelles est entraîné, par un fâcheux état de choses, leur inconstant gouvernement.

XX.

Bien que les questions européennes aient seules le droit d'être comprises dans notre cadre, il n'était pas possible de les compléter sans faire au moins entrevoir ce qu'il pourrait advenir du reste du globe, le jour où se vérifierait la nouvelle distribution de l'Europe. Elle jouit d'une trop grande autorité pour que sa transformation ne modifie pas l'action que chacune des trois grandes fédérations exerce sur les peuples qui lui sont inférieurs en civilisation.

C'est particulièrement de l'Asie et de l'Afrique qu'il y a lieu de s'occuper, les deux Amériques se trouvant depuis longtemps habitées par les races européennes qui les ont transformées, conduites et tenues à leur niveau. Il ne reste qu'une action politique à continuer, des questions d'influence et de limites à discuter pour ce qui regarde le nouveau monde dans sa distribution actuelle, et, sous ce rapport, nous serions heureux de démontrer tous les avantages qui résulteront pour ces contrées, comme pour l'Europe elle-même, de l'ordre nouveau que nous réserve l'avenir.

Restent l'Asie et l'Afrique, régions qui font corps commun avec l'Europe, dont quelques parties lui sont déjà annexées de droit et de fait, dont les plus considérables, s'appartenant encore pour ainsi dire à elles-mêmes, sont restées les unes dans l'état barbare, les autres dans un état de demi-civilisation dont il

faut s'occuper de les faire sortir. Déjà la Russie qui s'étend vers l'Asie, déjà la France qui depuis sa conquête de l'Algérie a pris une généreuse initiative, ont inauguré l'exécution d'un ordre de choses qui tend à équilibrer le monde tout entier par le territoire comme par les idées.

Le centre de l'Allemagne, représenté par l'Autriche et la Prusse, était resté en arrière. Ne possédant pas de marine, ces deux puissances ne peuvent songer à des conquêtes d'outre-mer : aussi, n'est-ce que par des émigrations, moyens déplorables pour un grand peuple, que leur contingent allait se fondre dans des contrées lointaines, particulièrement aux États-Unis où il disparaissait dans la race anglo-américaine.

Il est vrai, d'un autre côté, que les Hollandais, les Danois et les Suédois possèdent des colonies dont quelques-unes ne laissent pas que de jouir d'une certaine prospérité. Mais qu'elles sont loin de ce qu'elles pourraient être! On voit pourtant déjà tous les avantages que procurera à la race teütonique sa fusion d'intérêts avec les États secondaires. Aussitôt qu'au lieu d'avoir pour métropole des petits États sans prépondérance, dénués même d'une population suffisante pour aller en se scindant augmenter celles des colonies, celles-ci seront devenues l'apanage d'une grande fédération, leur développement s'accroîtra chaque jour des ressources considérables de tout genre provenant d'Europe, et arrivera promptement à son apogée.

Le même sort, déjà réalisé en partie pour les immenses colonies anglaises, ne deviendra que plus brillant

par le fait d'une situation qui permettra aux Anglais de s'adonner tout entiers à leurs possessions lointaines ; et sans oublier l'Espagne, qui a besoin aussi de soutien pour qu'on cesse de lui convoiter ses colonies, elle, dont les enfants peuplent une si grande partie des Amériques, on arrive à assigner aux Européens, groupés comme nous l'avons fait, le rôle fécondant et majestueux qui est réservé à chacune de nos agglomérations normales.

C'est ainsi que la race moscovite se continuera en Asie et portera son action jusqu'en Perse et au Thibet. La Syrie même lui reviendra encore jusqu'à l'heure où il sera permis d'espérer, sur des bases nouvelles et sous les auspices et avec les traditions venant de Saint-Pétersbourg et de Constantinople, la reconstitution du grand empire babylonien.

Nous parlerons tout à l'heure des possessions russes en Amérique.

Hâtons-nous auparavant de rétablir l'équilibre en faisant la part de la race latine sur le vieux continent extra-européen.

L'empire romain avait rangé sous ses lois tout le littoral africain depuis le détroit de Gibraltar jusqu'à la mer Rouge. Cette conquête était le résultat naturel de l'unité de mœurs, d'intérêts, de coutumes, qui devait présider à l'établissement d'une possession sérieuse et durable sur les côtes de la Méditerranée. Depuis leur décadence, les Africains du nord sont redevenus à peu de choses près ce qu'ils étaient avant les guerres puniques. Existe-t-il donc une seule raison pour que ces possessions, aujourd'hui françaises, gardent sur leurs flancs le misérable em-

pire de Maroc, et qu'elles ne s'étendent pas de l'autre côté jusqu'à la mer Rouge.

Cet avenir est plus que nécessaire, il est obligatoire ; il est forcé dans un intérêt de pondération, d'équilibre, au moyen duquel la race gréco-slave se trouvera contrebalancée sur son territoire asiatique. Constantinople aux Russes, doit laisser Alexandrie aux Latins, et, avec Alexandrie, toute la partie nord de l'Afrique, jusqu'à la grande chaîne qui s'étend du cap Vert au cap Gardafui.

De cette manière, aucune prédominance possible. Tous les intérêts se trouvent sauvegardés dans la Méditerranée. L'Espagne et l'Italie, associées naturelles de la France, participent à tous les avantages d'une telle distribution, et la race latine conserve ses droits qu'on aurait pu croire menacés par la prise de possession de la Corne-d'Or par la race gréco-slave.

XXI.

Et maintenant, qu'on nous le dise, la part de l'Angleterre ne sera-t-elle pas encore magnifique ? Tout ce qui reste de l'Afrique à coloniser en partant du cap de Bonne-Espérance, où elle siége déjà, pour s'étendre sur la totalité du littoral africain, borné comme nous venons de le dire. En Asie, le vaste empire de l'Inde dont ils sont déjà les maîtres, à la civilisation duquel le devoir leur commande de consacrer leurs forces et leur génie ; œuvre difficile qui est loin d'être accomplie et que facilitera volontiers

le concours du reste de l'Europe. Un peu plus loin, la Chine, qui vient aussi de s'ouvrir, attend également le travail de l'Angleterre. Là encore, les Anglais peuvent, mieux que tout autre peuple, grâce à leur nombreuse marine marchande, obtenir des résultats avantageux. Ils ne se trouveront en concurrence sérieuse qu'avec les États-Unis, et, qu'ils en soient sûrs, l'Europe préférera les aider dans cette entreprise plutôt que les Américains dont les États ont déjà, dans le nord de l'Amérique, une suffisante étendue. Est-il besoin encore de citer l'Australie et tant d'autres points dont ils sont maîtres, où ils pourront aller avec gloire, avec bénéfice, avec dévouement, conquêtes plus que suffisantes pour qu'ils n'aient jamais à regretter l'influence et quelques forteresses maritimes qu'un équitable avenir leur redemande en Europe?

XXII.

Un dernier mot sur les destinées américaines. Là aussi un équilibre est nécessaire, et quoique depuis longtemps chacun cherche à l'établir, il se présente pourtant, grâce aux tentatives des États-Unis, des difficultés à vaincre et une étude à faire de la part qui revient aux puissances européennes. Ce n'est point ici le lieu, et cependant un coup d'œil nous fera entrevoir tout ce que l'Europe aura à gagner en s'entendant bien et en divisant l'action qu'il lui appartient d'exercer, en vertu des droits acquis

depuis longtemps, sur la terre découverte par ses enfants.

Sans les discuter autrement, nous pensons qu'il serait difficile de nier les intentions de la race anglo-américaine d'accaparer à son profit la plus grande étendue possible de territoire. Du littoral de l'Océan Atlantique, les États-Unis sont parvenus au golfe du Mexique par le Texas et la Louisiane; la Californie leur a ouvert le littoral de l'Océan Pacifique, et si l'on ne s'y oppose ils ne tarderont pas à doubler leur action de ce côté par l'annexion du Mexique.

C'est donc vers l'accaparement de toute l'Amérique septentrionale que marche ce peuple habile, audacieux, entreprenant. Il est déjà un peu tard pour s'opposer à des projets qui, s'ils se bornaient aux choses acquises, pourraient être tolérés par l'Europe, mais qui deviennent inquiétants s'ils ne s'arrêtent pas là.

Qu'on y prenne donc garde alors, et qu'on examine dès maintenant si les arrangements, regardés par nous comme les destinées de l'avenir, ne viennent pas fortifier les droits de l'Europe en Amérique et fournir les moyens d'arrêter de trop ambitieux empiétements.

Au pôle nord, les possessions russes pouvaient, jusqu'à un certain point, inquiéter l'Angleterre sur son territoire canadien ; désormais ce sera, au contraire, un renfort ne méritant pas d'être dédaigné, dans le cas où les Anglais auraient à défendre le Canada contre les désirs d'envahissement qui chatouillent continuellement le cœur des citoyens des États-Unis. Au Sud, personne ne conteste que de bien faibles défenses

préservent seules d'un coup de main les peuples naissants qui cherchent à s'y établir. Si l'Europe n'intervenait efficacement, ces nationalités disparaîtraient à la première brise poussant sur leurs côtes quelques vaisseaux des États-Unis.

Une entente cordiale des nations d'Europe suffira toujours pour repousser jusqu'à la pensée même d'une tentative, et ce rôle est surtout imposé à la race latine, aujourd'hui en possession, par ses enfants disséminés dans l'Amérique méridionale, de la plupart des États qui a forment. Il appartient à l'Angleterre aussi de veiller à ce qui se passe dans ces régions, et en sa qualité de nation européenne et de sentinelle maritime, de crier : qui vive ! et de faire feu au premier danger. Pressés ainsi par les Russes et les Anglais au Nord, par les Latins et les Anglais au Midi, les États-Unis seront maintenus dans des limites suffisamment étendues, et ne prendront en Amérique que l'influence due à une grande nation, sans pouvoir prétendre à une omnipotence que la volonté providentielle n'a voulu accorder à aucun peuple.

XXIII.

Notre tâche est terminée. Ces dernières considérations ne sont qu'un complément des raisons que nous avions à mettre en évidence pour essayer de faire partager nos convictions à ceux qui sont disposés à croire comme nous, que l'organisation actuelle de l'Europe est défectueuse ; que les agitations



continuelles auxquelles elle est en proie ne sont dues qu'au maintien de traités déplorables qui ne sont basés sur aucune loi naturelle, et que jusqu'au jour où les nations n'auront pas déclaré hautement, fermement, leur intention formelle de les réviser, aucun repos durable ne pourra exister.

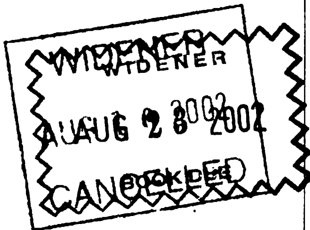
Ce moment viendra, il approche, et en l'ajournant à un demi-siècle, nous croyons avoir fait preuve de longanimité. La conscience, l'opinion sont avec nous en ce qui concerne la nécessité d'une révision, et si nous différons sur les moyens, nous sommes d'accord sur le but : peut-être même y aurait-il unanimité si la résolution était une qualité plus répandue ?

Ce que nous demandons à l'Europe, c'est de ne pas attendre, pour décider de son propre sort, que des catastrophes ne viennent ou en retarder ou en hâter l'accomplissement. Les œuvres de la paix sont toujours plus durables que les autres, et au dix-neuvième siècle, sous le règne des chemins de fer, des télégraphes électriques, de la navigation à vapeur, il est facile de constater les droits et les aptitudes de chacun, de distribuer les rôles, de faire justice aux intérêts réels ; conséquemment, de rendre inutiles les armes qui ne sont aujourd'hui données à l'homme que pour conserver ou défendre les droits qui pourraient être méconnus par les tristes et derniers débris de la barbarie.

FIN.




3 2044 058 226 309


WIDENER
AUG 2 3 2002
CANCELLED

